

Editorial

Gabin NGUIDJOL | Directeur de la Stratégie et de la
Production Inter'Activ Consulting

Des sujets qui interpellent

Autour de la dernière Journée mondiale de l'hygiène menstruelle commémorée le 28 mai dernier, le Cameroun et plusieurs acteurs du développement ont une fois de plus démontré que la communication pour le développement (C4D) a du sens. C'est un levier concret, capable de lever le voile sur des sujets tabous, briser des règles établies, mobiliser des hommes et des femmes autour des causes pour les éduquer, pour transformer les mentalités. Ce dix-septième numéro de C4D Webzine illustre avec force, la place essentielle de la communication dans les transformations sociales.



Ainsi, Le décryptage de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle dans ce numéro, nous rappelle l'urgence de parler sans détour des enjeux qui concernent la moitié de l'humanité. L'initiative de l'ONG AWEDE dans les écoles de Yaoundé, tout comme la mobilisation de l'UNICEF à travers son « Girl's Movement », illustrent combien l'éducation et la sensibilisation peuvent restaurer la dignité et l'autonomie des jeunes filles. Ces actions, portées par une communication inclusive, sont des bonnes pratiques à conserver, à valoriser et à multiplier.

Des exemples au Cameroun et en dehors viennent densifier le contenu de ce numéro en Actualité : la Master Class de Inter'Activ Training Center sur le plaidoyer et le lobbying, qui outille une nouvelle génération d'acteurs de l'influence ; les futurs diplomates de l'IRIC mobilisés contre la pollution plastique ; les jeunes du Tchad mobilisés pour la Journée mondiale de la population ; Le congrès historique des peuples autochtones à Brazzaville, qui rappelle que la protection de la forêt commence par la reconnaissance des droits de ceux qui la préservent depuis des générations.

Le Focus de ce numéro met en lumière l'expérience de CARE Cameroun, qui en cocréation avec ses populations clés, a développé avec l'expertise technique de Inter'Activ Consulting, des messages et outils pédagogiques adaptés à la prévention du VIH, de la tuberculose, de l'usage de drogues notamment. Une démarche participative, inclusive à suivre.

Enfin, la [fiche pratique](#) dédiée au plaidoyer et au lobbying apporte un éclairage sur les subtilités de ces deux stratégies d'influence. Une lecture utile à l'heure où les organisations de développement cherchent à conjuguer mobilisation citoyenne et impact politique.

À travers ces sujets, ce numéro 17 ne déroge pas à sa vocation : offrir des repères, susciter des réflexions et valoriser des pratiques qui font bouger les lignes en matière de C4D.

Bonne lecture



ACTUALITE



FOCUS

JOURNÉE MONDIALE DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE

DECRYPTAGE



FICHE PRATIQUE



Plaidoyer et sensibilisation

AWEDE prend en charge l'hygiène menstruelle en milieux scolaire

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de l'hygiène menstruelle, L'ONG a effectué des ateliers de sensibilisation à l'hygiène menstruelle dans les écoles primaires de la ville de Yaoundé, le 28 mai 2025

Bertille TANGA ONGOLO | Expert junior en éducation et encadrement de l'enfant



« Promouvoir une gestion saine, sécurisée et digne de l'hygiène menstruelle, tout en brisant le silence, les préjugés et les discriminations qui y sont associés ». Tel est le crédo de Action for Women Education for Empowerment ([AWEDE](#)), une Organisation non gouvernementale. Joignant l'acte à la parole, AWEDE a effectué une tournée dans les écoles primaires de la ville de Yaoundé pour commémorer la Journée internationale de l'hygiène menstruelle. Cette tournée s'est achevée le mercredi 28 mai 2025 à l'École publique de Nlongkak. L'initiative a consisté à informer et éduquer les élèves, en particulier les jeunes filles, sur les bonnes pratiques d'hygiène menstruelle. Il était aussi question de déconstruire les idées reçues et promouvoir un environnement scolaire inclusif et respectueux notamment pour la jeune fille.

Réel besoin

Un moment clé de plaidoyer et de sensibilisation autour des questions liées aux menstruations, longtemps restées taboues dans de nombreuses sociétés. Outre les objectifs de la sensibilisation et les bonnes pratiques pour une hygiène et santé saine en général, la campagne s'est déclinée en cinq points : (1) la puberté, (2) le cycle menstruel, (3) les menstrues (mythes et réalités), (4) la gestion de l'hygiène menstruelle, (5) l'hygiène menstruelle à l'école. Des échanges très conviviaux et chaleureux ont nourri la curiosité des jeunes élèves, pour l'essentiel issus des classes de CM1 et CM2. « Cette campagne a permis d'ouvrir un dialogue franc et instructif autour d'un sujet encore trop souvent ignoré ou stigmatisé. Les échanges avec les élèves ont révélé un réel besoin d'information, d'accompagnement et de prise en compte des réalités spécifiques que vivent les jeunes filles pendant leurs menstruations », s'est satisfaite [Annick SORELLE](#), la présidente fondatrice de AWEDE. Aux responsables des établissements couverts, un plaidoyer a été formulé, pour notamment : le renforcement de l'éducation à la santé menstruelle dans les programmes scolaires, l'amélioration des infrastructures sanitaires dans les écoles, la distribution de kits menstruels aux élèves nécessiteuses, la formation continue du personnel enseignant et des encadreurs.



Quelques réactions des élèves et réponses reçues

Pourquoi est célébré cette journée le 28 mai ?

Le 28 représente le cycle menstruel moyen et il s'écoule environ 5 jours d'où le 28/05.

Pourquoi les filles saignent et pas les garçons ?

Nous rappelons d'abord que, s'il y a saignement, c'est parce qu'il y a eu au préalable production d'ovules. Les garçons ne possèdent pas d'organe de production d'ovules. Ils produisent plutôt des spermatozoïdes.

Que faire lorsqu'une fille a ses règles à l'école ?

Si c'est sa première fois, elle doit se couvrir la partie salie et chercher à rentrer. Arrivée à la maison, elle va parler à sa mère ou sa grande mère ou quelqu'un en qui elle a confiance. Dans l'autre cas, si elle a déjà eu ses menstrues, elle doit juste se changer, car elle doit toujours prévoir une serviette hygiénique de rechange.





Désinformation par le digital

Le Cameroun invité à adopter de bonnes pratiques face à l'infox

L'Organisation des Nations Unies (ONU) tire la sonnette d'alarme et prescrit une thérapie axée sur la critique du numérique, la vérification des sources, le renforcement de l'éducation des médias, la construction de la résilience.

Murielle PADJIO | Assistante marketing digital - Inter'Activ Consulting

INFO INTOX

Le constat fait par [Abdou ABARRY](#), Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), est déplorable. La désinformation digitale entretenue au Cameroun, menace la stabilité régionale. Abdou ABARRY tirait ainsi la sonnette d'alarme le 9 juin 2025 devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. « 65% des contenus politiques partagés sur les réseaux sociaux entre janvier et avril 2025 étaient faux ou manipulés », tranche Abdou ABARRY. Cette statistique souligne l'ampleur d'un problème qui dépasse les frontières camerounaises pour devenir un enjeu de stabilité régionale.

La faute aux réseaux sociaux, terreau fertile de la propagation de fausses informations et de la manipulation, car étant le principal canal d'information pour une grande partie de la population camerounaise, particulièrement les jeunes. Selon l'UNOCA, les informations mensongères ou délibérément biaisées représentent un véritable

danger pour la stabilité de toute la région d'Afrique centrale, où les tensions intercommunautaires peuvent rapidement s'embraser.

La cause n'est cependant pas perdue. Poursuivant son propos sous la forme d'un plaidoyer, Abdou ABARRY, préconise à la population d'adopter les bonnes pratiques. Il y a ainsi lieu d'appuyer sur trois leviers : le développement de l'esprit critique, la promotion de la vérification des sources, la construction de la résilience face aux manipulations. Il insiste également sur l'adoption d'une approche collaborative qui implique 6 catégories d'acteurs, notamment : les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les plateformes numériques, les médias traditionnels, les agences de communication, les acteurs éducatifs. Cette collaboration, insiste-t-il, doit viser à créer un écosystème informationnel plus sain, où la vérité peut prévaloir sur la manipulation





Capitalisation

Le PDVIR fait son film documentaire

Rendu à son terme, le projet de développement des villes inclusives et résilientes (PDVIR), entend produire des vidéos pour documenter ses réalisations en vue de capitaliser l'existant.

Par : Louis Blaise Ongolo | Responsable des Publications - Inter'Activ Consulting



Le Projet de développement des villes inclusives et résilientes (PDVIR) a choisi la production d'un film documentaire de 7 min et deux capsules vidéo thématiques de 1 min 30 chacune pour faire connaître ses activités et ses retombées auprès de ses différentes parties prenantes institutionnelles, médiatiques et locales. La mission a été confiée

à [Inter'Activ Consulting](#), agence de communication spécialisée en communication, dont les équipes ont couvert la majeure partie des sites de mise en œuvre du projet. Elle a notamment rallié les villes de Batouri, Ngaoundéré, Yaoundé et Douala respectivement dans les Régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Centre, du Littoral pour mettre en boîte les voiries, drains, équipements de proximités... Une véritable rencontre avec les œuvres du PDVIR dont les images parlantes et les témoignages émouvants des bénéficiaires ont été précieusement collectés. En somme, cinq années de mise en œuvre sont restituées dans un documentaire qui laisse la voix à ces bénéficiaires finaux. Le projet de développement des villes inclusives et résilientes (PDVIR) lancé en 2021 a été mis en œuvre par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU).

Vaccination contre la poliomyélite un élan digital pour protéger les enfants de l'Adamaoua

Par : Elisabeth AFANDA | Stagiaire professionnelle

Du 07 au 10 août 2025, la région de l'Adamaoua a accueilli une importante campagne de sensibilisation menée par le [Programme Élargi de Vaccination \(PEV\)](#), lors des journées locales de [Vaccination contre la poliomyélite](#). L'opération s'est déroulée dans quatre districts de santé prioritaires : Bélel, Dang, Ngaoundéré rural et Ngaoundéré urbain, avec pour objectif de protéger les enfants de 0 à 5 ans contre cette maladie invalidante qui demeure une menace au Cameroun.

Dès son lancement, la campagne s'est appuyée sur des publications ciblées diffusées sur Facebook et Instagram. Les messages, simples et directs, rappelaient aux parents l'importance de la vaccination : « Faisons vacciner nos enfants de 0 à 5 ans contre cette maladie handicapante ». Ces appels clairs ont permis de capter rapidement l'attention des familles.

Dans une seconde phase, l'initiative a adopté une approche plus participative. Les habitants de l'Adamaoua étaient invités à rejoindre le

mouvement en partageant leur [photo intégrée](#) dans un visuel de campagne via un lien dédié. Cette stratégie interactive a renforcé l'adhésion communautaire et suscité un véritable engouement autour de la vaccination.

Cette mobilisation digitale démontre le rôle essentiel des réseaux sociaux dans les actions de santé publique. En alliant information, appel à l'action et participation citoyenne, la campagne a transformé une opération sanitaire en une dynamique collective. Une expérience inspirante, à reproduire dans d'autres régions pour renforcer l'immunité collective et garantir un avenir en bonne santé à chaque enfant.





Masterclass ITC

Une première Master Class sur le plaidoyer et le lobbying qui marque les esprits à Yaoundé

Murielle PADJIO | Assistante marketing digital - Inter'Activ Consulting



Le 17 juillet 2025 fera date pour le centre spécialisé en formation professionnelle continue : [Inter'Activ Training Center](#) (ITC). Pour la première fois, la business unit de Inter'Activ Consulting, l'Agence spécialisée en communication pour le développement (C4D) a organisé une Master Class gratuite sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. Cette initiative ambitieuse visait à capaciter des professionnels dont l'influence est une compétence nécessaire pour leur fonction.

L'activité s'est déroulée à la [Fondation Solomon Tandeng Muna](#) à Yaoundé.

Un formateur XXL pour un programme complet et structuré

La master class a été préparée et bien orchestrée par [Yannick Nkoumou](#), expert en management stratégique avec une expertise reconnue dans les questions de changement social et de comportement. Avec la méthode de l'heutagogie qu'il maîtrise et qui place l'apprenant au centre de son apprentissage, la formation a notamment permis aux participants d'approfondir leur compréhension sur les différences subtiles mais cruciales entre le plaidoyer et le lobbying, deux approches distinctes mais complémentaires dans l'art de l'influence pour faire entendre sa voix et obtenir des résultats concrets. Elle a aussi permis de décoder la stratégie en 9 étapes du [Cycle de plaidoyer SMART](#) popularisé par l'initiative Advancing Family Planning (AFP). Elle a surtout permis à travers des études de cas de comprendre avec finesse les processus décisionnels, les décideurs clés pour une campagne de plaidoyer ou de lobbying, les opportunités d'intervention et les leviers d'action les plus pertinents ... Avant le vif du sujet, le formateur a déroulé un module spécial qui a permis à chaque apprenant d'identifier

les facteurs personnels qui peuvent influencer l'efficacité du plaidoyer et du lobbying.

Des participants engagés pour une expérience interactive à pérenniser

La qualité de cette première édition s'est illustrée à travers plusieurs éléments remarquables. Presque tous les participants issus de la sélection rigoureuse de ITC ont répondu présents. Ainsi, La Master class a permis de réunir une vingtaine de professionnels expérimentés, incluant des responsables d'ONG, des chargés de projets et des responsables communication. Cette diversité de profils a considérablement enrichi les échanges et favorisé un vrai partage d'expériences. Au fil des modules, les échanges entre les participants y compris le formateur ont maintenu un niveau d'engagement élevé, transformant cette formation en véritable laboratoire d'idées et de stratégies. Les retours dithyrambiques des apprenants et l'intérêt formulé pour ce format intensif de renforcement de capacités confirment la pertinence de l'approche engage Inter'Activ Training Center à proposer d'autres Master class.





Journée mondiale de l'environnement 2025

De futurs diplomates mobilisés contre la pollution plastique

Le 5 juin 2025, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, l'IPEN ([International Pollutants Elimination Network](#)) et le CREPD ([Centre de Recherche et d'Éducation pour le Développement](#)) ont saisi l'opportunité de sensibiliser les étudiants de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun ([IRIC](#)) et futurs diplomates aux enjeux croissants de la pollution plastique.

Par : Anne Darelle DJIOFANG | Stagiaire académique

Entre le 3 et le 6 juin 2025, ces actions de sensibilisation se sont déroulées dans un cadre académique, faisant de la formation une plateforme de renforcement de capacités. À travers présentations, discussions et activités pédagogiques, les participants ont été amenés à : (i) prendre conscience de l'ampleur de la pollution plastique ; (ii) explorer des alternatives concrètes (réduction, réemploi, recyclage) ; (iii) intégrer les bonnes pratiques environnementales dans leur futur rôle de décideurs et diplomates. Cette démarche s'est inscrite dans un contexte global alarmant. En 2025, la pollution plastique figure au cœur des préoccupations planétaires, avec les [Nations Unies](#) qui appelle à une action urgente contre ce fléau. Moins de 10 % des déchets plastiques sont recyclés, et près de la moitié finit dans les écosystèmes aquatiques, avec des impacts sanitaires et environnementaux majeurs.

Cet appel à l'action a fini avec les recommandations dont les plus significatives en matière de communication sont les suivantes :

- Intégrer des modules sur la pollution plastique dans les cursus universitaires en relations internationales ou sciences politiques ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation régulières dans d'autres établissements ou communautés ;
- Collaborer avec les institutions publiques et privées pour faciliter l'accès à des alternatives écologiques (emballages, consommables...)...

La Journée mondiale de l'environnement est célébrée le 5 juin de chaque année. En 2025, sous le thème « Lutter contre la pollution plastique », cette journée a offert une plateforme à IPEN et au CREPD pour sensibiliser les futurs diplomates de l'IRIC. Cette initiative montre à quel point l'éducation et l'implication citoyenne constituent de leviers puissants pour préparer un avenir durable.





Journée mondiale de la population 2025 au tchad

Placer les jeunes au premier plan du développement

Par : Louis Blaise Ongolo | Responsable des Publications - Inter'Activ Consulting



C'est à Koumra, chef-lieu de la province du Mandoul, que le Tchad a célébré avec éclat la Journée Mondiale de la Population 2025, réaffirmant un message fort : les jeunes doivent avoir les moyens de construire la famille qu'ils souhaitent, dans un monde équitable et porteur d'espoir. Organisé le 28 juillet soit deux semaines après la date officielle fixée au 11 juillet, l'événement a été coparrainé par le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). La cérémonie s'est tenue en présence de la Ministre [Fatima Haram Acyl](#) et de la Représentante résidente de l'UNFPA, Mme [Yewande Odia](#). S'agissant du droit à la santé reproductive comme levier fondamental du développement durable, Mme Odia a déclaré qu'en « ...autonomisant nos jeunes, nous renforçons non seulement des individus, mais des communautés entières ».

En terme d'intervention, en amont de la célébration, des cliniques mobiles ont été déployées pendant une semaine dans plusieurs localités reculées. Ces unités ont offert un large éventail de services de santé reproductive, touchant notamment les adolescents et les femmes en âge de procréer.

Chiffres clés au bout d'une semaine :

- Plus de 20 000 bénéficiaires touchés
- 14 000 préservatifs distribués
- 1 052 méthodes contraceptives modernes fournies
- 1 453 tests VIH et 677 tests de dépistage de l'hépatite B
- 389 consultations prénatales

Ces services ont été assurés principalement par des sages-femmes, avec l'appui des autorités sanitaires locales et des organisations partenaires. Ce maillage d'acteurs témoigne d'une volonté d'intégration des services dans le tissu communautaire.

Dialogues inspirants pour transformer les mentalités

Des espaces de dialogue ont rassemblé décideurs, jeunes leaders, acteurs de la société civile et experts, autour des enjeux démographiques, de l'éducation des filles, des droits reproductifs et de l'autonomisation économique. Des recommandations concrètes ont été formulées pour renforcer la prise en compte de ces thématiques dans les politiques publiques.

Le sport comme levier de sensibilisation

En marge de l'événement, des tournois de football ont été organisés, attirant des centaines de jeunes. Mais le ballon rond n'était qu'un prétexte : des stands d'information, des animations éducatives et des conseillers en santé étaient également présents pour des instants de counseling et de sensibilisation sur la planification familiale, la prévention des IST, et les choix de vie responsables.

Cet événement illustre comment la communication stratégique, combinée à des actions de terrain, peut engendrer une transformation profonde des comportements. En donnant aux jeunes les moyens – services, information, espaces de dialogue – l'UNFPA impulse un développement à la fois équitable, participatif et soutenable.





Rencontre

Les peuples autochtones en conclave à Brazzaville

C'était à l'occasion du premier congrès mondial des peuples autochtones des grands bassins forestiers qui s'est tenu du 27 au 30 mai 2025 au Congo.

Par : Louis Blaise Ongolo | Responsable des Publications - Inter'Activ Consulting



Brazzaville, la capitale du Congo a abrité du 27 au 30 mai 2025, le [premier congrès](#) des peuples autochtones et des populations locales issus des trois grands bassins forestiers de la planète que sont l'Amazonie, le Bornéo-Mékong et le bassin du Congo. Cette rencontre, d'après Roger Simplicie Kozo, représentant du Réseau des [populations autochtones de la République centrafricaine](#), avait pour objectif, « d'échanger avec les réseaux d'Amérique et d'Asie, et travailler à une déclaration commune à présenter à la COP30. Tous les peuples autochtones parlent le même langage. Mais avant d'entrer dans cette discussion mondiale, il est essentiel que nous, leaders autochtones, nous accordions sur les messages à transmettre aux partenaires et aux États ». Position partagée par Rosalie Matondo, ministre congolaise de l'Économie forestière qui précise que « c'est un objectif commun : partir avec une vision partagée, avec une position unifiée. C'est toujours une force ».

Parmi les principales revendications exprimées lors du congrès : la reconnaissance légale des terres ancestrales, souvent spoliées, ainsi qu'un accès direct aux financements destinés à la conservation, notamment ceux des organisations internationales telles que le WWF ou le Fonds pour la nature. Les participants rappellent qu'ils sont les premiers gardiens des forêts, qu'ils protègent depuis des générations. Ils ont également mis l'accent sur la reconnaissance de la souveraineté des pays dans la gestion de leurs ressources,

le développement de solutions conjointes, et l'inclusion de toutes les parties prenantes, y compris les peuples autochtones, dans la prise de décision et la mobilisation financière.

L'Amazonie, le Bornéo-Mékong et le bassin du Congo sont décrites comme les poumons de la planète, car abritant plus des deux tiers des forêts tropicales restantes. Elles constituent des puits de carbone essentiels dans la lutte contre le changement climatique. Elles abritent également une immense biodiversité et fournissent des écosystèmes vitaux à des centaines de millions de personnes. Au cœur de ces forêts, les peuples autochtones vivent depuis des générations en harmonie avec leur environnement et assurent sa protection. Le congrès a débouché sur une déclaration commune : « Reconnaissance et protection des territoires », exigeant des actions mondiales urgentes pour protéger leurs droits fonciers et leurs connaissances traditionnelles, protéger leur consentement préalable, libre et éclairé, et garantir un accès direct au financement. Il s'agit d'un document collectif décrivant les priorités, les demandes et les engagements de ces communautés en réponse à l'escalade des crises du climat et de la biodiversité. La déclaration appelle de toute urgence à la reconnaissance juridique et à la protection des territoires autochtones, au financement direct des communautés locales et à la pleine participation à la gouvernance environnementale et climatique.





ILS ONT DIT

Dr Lamfu Yengong,
responsable de la campagne sur les forêts
à Greenpeace Afrique

«Ce à quoi nous avons assisté à Brazzaville était plus qu'un rassemblement, c'était un réveil unifié. Ce congrès a posé les bases d'une alliance mondiale ancrée dans la sagesse ancestrale, la justice et l'urgence de l'action climatique. La route vers la COP30 doit maintenant considérer ces voix qui ont longtemps été ignorées ».

Bonaventure Bondo,
chargé de campagne Forêts à Greenpeace Afrique

« Ce congrès a été un moment historique pour les peuples autochtones et les communautés locales des principaux bassins forestiers de s'unir et de façonner une vision commune pour un changement transformateur des politiques nationales et internationales sur la protection des forêts, les droits fonciers et l'accès direct au financement. Nous nous faisons l'écho de leur appel : Respecter, reconnaître et protéger leurs droits, non seulement comme un acte de justice, mais aussi comme une condition de survie de la planète ».

Valentin Engobo,
un dirigeant autochtone de Lokolama,
dans le bassin du Congo

« Nos connaissances et notre gestion sont essentielles à la santé de la planète. Nous sommes impatients de voir ces engagements se traduire par des actions tangibles, en particulier lors de la COP30, où nos voix devraient être entendues et nos droits reconnus. De l'Amazonie à la Papouasie, les dirigeants autochtones se sont fait l'écho d'un message retentissant : la protection des forêts passe par le respect des personnes qui les protègent ».

Romulo Batista,
responsable de campagne à Greenpeace Brésil

«Les peuples autochtones sont les véritables gardiens de la forêt amazonienne », « Nous appelons les dirigeants mondiaux à honorer leur rôle dans la lutte contre le changement climatique et la protection de nos territoires ».

Mario Nicacio,
membre du conseil de surveillance
du Fonds autochtone Podaali

« Ce premier congrès a créé des atouts, à savoir le dialogue et l'articulation au niveau mondial des peuples autochtones et des communautés locales », a déclaré. Tout en discutant des problèmes communs, nous avons discuté des solutions, de l'accès aux ressources naturelles, de nos territoires et de l'accès au financement direct pour nos fonds et nos organisations ».

Amos Sumbung,
chargé de campagne sur les forêts à Greenpeace
Asie du Sud-Est

« Les forêts de Bornéo-Mékong et de Papouasie sont essentielles à la stabilité du climat global. Mais nos communautés ne peuvent pas agir seules. Nous avons besoin d'un véritable soutien international ».

Trojanus Kalami,
un dirigeant autochtone de Moi, dans la région de
Papouasie

« Ce n'est qu'un début. Nos territoires doivent être respectés et notre sagesse doit contribuer à façonner l'avenir des solutions climatiques mondiales ».

Le congrès aboutit à la rédaction d'une déclaration historique, Reconnaissance et protection des territoires – Un appel mondial aux gouvernements pour qu'ils reconnaissent légalement et fassent respecter les droits fonciers autochtones, y compris pour les peuples en situation d'isolement volontaire.

• **Fin de la criminalisation et de la violence** : un appel fort en faveur d'une convention internationale visant à protéger les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine de l'environnement et à mettre un terme à la persécution des dirigeants autochtones ;

• **Participation pleine et effective** – Une demande d'inclusion des femmes, des jeunes et des représentants des communautés dans les

processus de prise de décision en matière de climat et d'environnement ;

• **Financement direct et transparent** – Une demande pour qu'au moins 40 % des financements pour le climat et la biodiversité aillent directement aux organisations autochtones et aux communautés locales, sans intermédiaire.

• **Moratoire sur les activités destructrices** – Une demande d'arrêt de l'extraction des combustibles fossiles, de l'agro-industrie à grande échelle et des projets miniers sur les terres autochtones ;

• **Appel à une action mondiale en vue de la COP30** – Une demande officielle adressée au président de la République du Congo pour qu'il accueille un dialogue de haut niveau entre les pays du bassin forestier au cours de la COP30.





ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE

CARE CAMEROUN OUTILLE SES COMMUNAUTAIRES POUR UNE SENSIBILISATION PERSONALISÉE



Par Marie ATOUMA et Gaston ESSOGO NTEDE

Il a fallu pour ce faire, repenser en cocréation avec les populations clés, de nouveaux outils pédagogiques et de sensibilisation adaptés, produits en français et en anglais. Cinq thématiques sont mises en avant dont, les «travailleuses de sexes et leurs clients», «les usagers de drogues et drogues injectables».



Le cahier de charges était complexe et les objectifs élevés. Pour le premier, la mission consiste à concevoir un guide pédagogique bilingue du pair éducateur et développer des outils ludiques de sensibilisation dédiés aux populations clés et jeunes vulnérables. Pour le second, elle vise l'amélioration de la qualité des messages de prévention et l'efficacité des interventions communautaires sur les thématiques VIH, IST, tuberculose, usage de drogues et droits humains.

Cinq thématiques qu'il a fallu adapter à plusieurs groupes de cibles dont les travailleuses de sexes et leurs clients, les usagers de drogues et drogues injectables.

Ces outils, pensés pour être adaptés et pertinents, permettront aux acteurs de terrain : pairs éducateurs, pairs navigateurs, online mobiliser, Agents Communautaires pour la Recherche Active (ACRA)...de mieux accompagner les populations clés et les jeunes vulnérables. L'approche est simple : rendre l'information plus accessible et plus compréhensible pour que chacune des cibles puisse prendre des décisions éclairées.

Avec l'appui technique Inter'Activ Consulting, agence de communication, spécialisée en communication pour le développement (C4D), CARE Cameroun, Organisation non gouvernementale spécialisée dans les questions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté, espère grâce à cette initiative, renforcer l'adoption de bonnes pratiques comme le dépistage régulier et l'usage du préservatif, tout en favorisant la compréhension et la prise en charge. Ces outils sont conçus pour être un atout majeur pour les communautés les vulnérables.

Une descente sur le terrain et des focus group pour mieux cerner les besoins des bénéficiaires comme préalable

Avant de concevoir les supports de sensibilisation,

une étape cruciale s'est imposée : une descente sur le terrain dans les districts de santé couverts par le projet de la subvention GC7 du Fonds Mondial et zone d'intervention des OBC sous bénéficiaires de Care Cameroun. Objectifs : écouter les cibles, comprendre leurs réalités et identifier leurs besoins spécifiques. C'est dans cette logique qu'en plus des focus group discussion (FGPs) organisés avec chaque groupe de bénéficiaires, les équipes déployées sur le terrain par Inter'Activ Consulting, ont effectué des missions de collecte d'informations qualitatives dans cinq villes stratégiques : Yaoundé, Douala, Buea, Ebolowa, Bertoua, Garoua et Bamenda en distanciel. Des guides d'entretien adaptés à chaque profil ont été élaborés pour ces entretiens préalables. En plus des populations clés constituées entre autres d'adolescents et jeunes, d'usagers de drogues, de travailleuses du sexe et de MSM, des guides spécifiques des personnels de santé et de leaders communautaires ont complété les outils de collecte d'information. Un préalable qui a permis d'évaluer le niveau de connaissance des bénéficiaires finaux des outils à produire sur le VIH et les IST, la tuberculose et les usages de drogues y compris les drogues injectables. Il a fallu identifier les lacunes informationnelles, les messages déjà retenus. Il était important de comprendre leurs perceptions des messages existants, ceux qui les heurtent ou les inspirent... Autant de matière collectée nécessaire pour faciliter le diagnostic initial et poser les bases de production d'un contenu à la fois pertinent, accessible et qui tienne compte de l'univers des bénéficiaires.

Co construction des messages

Faire des bénéficiaires et communautaires des acteurs de co-construction de messages le temps d'un atelier collaboratif

Parler des populations clés pour elle et avec elles, c'est l'approche inclusive et participative adoptée





pour la conception des messages et outils de sensibilisation attendus de la mission. Pour cela, un atelier de co-construction s'est tenu pendant deux jours dans les locaux de la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie (CICM), à Yaoundé. L'atelier a réuni un échantillon représentatif d'usagers de drogues, de travailleuses du sexe et de MSM, des communautaires et communicants. Facilités par Mawena CARTERET : experte en PNL et design thinking, Il s'agissait à travers des chaînes d'idées, plénière pop-corn, tour de parole discussions de groupes... de faire naître des messages adaptés aux réalités de terrain et identifier les supports les plus susceptibles de capter l'attention de leurs pairs lors des actions de proximité.

Ayant préalablement validé le diagnostic issu du terrain, les échanges ont permis de faire émerger des messages empreints d'authenticité, de justesse et de sensibilité culturelle. Les participants ont partagé leurs expériences, proposé des formulations, et validé des types de supports faits d'illustrations, de jeux, d'objets usuels, d'outils numériques, capables de susciter l'écoute, l'identification et l'action.

Résultat des courses : des contenus et formats qui parlent un langage connu, compréhensible et crédible pour les cibles finales. En plus du guides pédagogiques aux archétypes reconnaissables, les participants ont retenu entres autres comme supports : des capsules vidéos, des podcasts et quizz ludiques.



De la co-construction à la validation collective

Une démarche itérative

À l'issue de l'atelier d'élaboration, Inter'Activ Consulting a procédé à la mise en forme professionnelle des messages et supports proposés. L'objectif étant de les structurer, d'en affiner la formulation et le visuel conçus préalablement, tout en veillant à ce que ces messages restent accessibles, attractifs et alignés sur les réalités de terrain. Un véritable travail de synthèse qui a donné lieu à une première version des outils à valider. Une fois encore, un atelier, cette fois dit de validation a été organisé, réunissant les représentants des populations cibles impliquées dans le processus. Toujours les usagers de drogues, les travailleuses du sexe, les MSM et CARE Cameroun elle-même, Maître d'ouvrage. Cette dernière étape a permis d'ajuster les messages, de vérifier leur clarté et leur pertinence, et de confirmer la cohérence des supports retenus. L'implication directe des bénéficiaires dans cette phase de validation finale a non seulement renforcé leur appropriation, mais surtout l'efficacité des actions de sensibilisation à venir. La principale leçon à retenir ici, est qu'il s'agit d'un projet essentiel pour des communautés mieux informées. En intégrant les bénéficiaires à chaque étape du processus, ce projet renforce la pertinence et l'impact des actions de prévention. Il illustre l'importance d'une communication ancrée dans le réel et confirme, une fois de plus, l'expertise de Inter'Activ Consulting en matière de communication pour le développement.





Journée Mondiale de L'hygiène Menstruelle 2025

LA COMMUNAUTE EN REGLE POUR VAINCRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE AU CAMEROUN

Le Cameroun de concert avec la Communauté internationale s'est mobilisé pour renforcer la diffusion des bonnes pratiques en matière d'hygiène menstruelle

Par : Thierry Nomo | Responsable production et événementiel Inter' Activ Consulting

De la ménarche à la ménopause, des milliards de femmes dans le monde sont exposées naturellement au cycle menstruel. Les menstrues qui auraient dû être perçues comme un phénomène naturel de la vie intime d'une femme, révèlent plutôt chez celle-ci une précarité dont les conséquences entament de manière significative sa santé sexuelle, sa dignité et son épanouissement.

La précarité menstruelle désigne l'incapacité de la femme à se procurer et à accéder aux produits menstruels. Selon le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), de nombreuses femmes et filles à travers le monde n'ont pas accès aux protections hygiéniques (tampons et serviettes hygiéniques, éponges absorbantes jetables, culottes menstruelles, ...) du fait de leurs coûts élevés. Cela inclut également le poids financier des antidouleurs ou encore des sous-vêtements de rechange. Elles se retrouvent contraintes lors de la période des menstrues, à recourir aux méthodes de protections rudimentaires, archaïques et potentiellement dangereuses. Certaines adolescentes manquent jusqu'à 5 jours d'école par mois ou abandonnent complètement l'école uniquement parce qu'elles n'ont pas de protections hygiéniques ni accès à l'eau, à des sanitaires ou à un espace pour se laver (la situation est valable même en milieu professionnel).

Les infrastructures sanitaires et d'hygiène inexistantes ou peu adaptées contribuent au renforcement de la mauvaise hygiène menstruelle ouvrant ainsi la voie à de nombreuses maladies infectieuses et constituent une cause potentielle de la baisse de fécondité. Ce constat

défavorable est davantage renforcé par le manque d'informations sur la connaissance de soi et les bonnes pratiques d'une hygiène menstruelle saine.

Autres facteurs aggravant de la précarité menstruelle, ce sont les nombreux tabous et les fausses croyances qui entourent la période menstruelle. Dans de nombreuses communautés en effet, une stigmatisation injustifiée est entretenue autour des femmes en période de menstrues. Celles-ci sont considérées comme des personnes impures contraintes à l'isolement ou interdites d'accès à certains aliments. Le cycle menstruel est également considéré comme une période de contreperformance des personnes de sexe féminin notamment sur les plans sportif et professionnel.

Il s'agit donc d'un véritable problème de santé publique contre lequel la communauté internationale a décidé de combattre compte tenu de son coût psychologique, social et professionnel.

Une journée pour relever la lutte contre la précarité menstruelle

La date du 28 mai a été retenue pour célébrer la Journée Mondiale de L'hygiène Menstruelle en raison de la fréquence moyenne du cycle moyen d'apparition des règles (de 28 jours) et leur durée (5 jours environs). Elle a été instituée pour faire reconnaître les menstruations comme un enjeu de Santé publique, d'équité et de dignité humaine. Elle alerte sur les inégalités persistantes à savoir : la difficulté à accéder aux protections hygiéniques, les infrastructures inadaptées, le décrochage scolaire chez la jeune fille, et la stigmatisation et le sexisme auxquels les





JOURNÉE MONDIALE DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE

femmes dont sont victimes les femmes à cause des tabous culturels. La communauté internationale commémore cette journée depuis 2014.

L'édition 2025 qui s'est célébrée sous le thème « Ensemble pour un monde respectueux des règles » ou « Ensemble pour un monde respectueux des menstruations ». Au Cameroun, la commémoration a vu la mobilisation de nombreux acteurs du développement. Des politiques et agences du Système des Nations Unis (ONU FEMME, UNFPA, UNICEF, OMS...), aux Organisations Non Gouvernementales internationales et nationales (CARE CAMEROUN, PLAN CAMEROUN, HORIZONS FEMMES, ASFAC, AWEDE...). Les Organisations à Base Communautaires telles que l'association ALDEPA, APPV, SCN... et les médias ne sont pas en reste. Tous avaient à cœur de briser les tabous et renforcer la connaissance des jeunes filles sur l'hygiène menstruelle.

Les activités de mobilisation concentrées principalement autour des conférences, des événements communautaires ont été menées autour de trois axes principaux à savoir : la sensibilisation, l'éducation, l'émancipation.

Des campagnes de sensibilisation ont ainsi été menées à travers le pays. L'information et l'éducation sur l'hygiène menstruelle constituaient l'essentiel des communications. Dans la salle des conférences de l'Hôpital Général de Yaoundé, l'Association des Sages-Femmes et Assimilés du Cameroun (ASFAC) a proposé au public de la capitale, trois sous-thèmes en lien avec le thème de la journée lors une conférence-débat à savoir :

- le trouble dysphorique prémenstruel présenté par Didier DEMASSOSSO, Psychologue clinicien ;
- l'écosystème vaginal présenté par Dr Alain Jean Calvin BEKONO, Gynécologue Obstétricien ;
- la gestion de l'hygiène menstruelle présentée par Annie Hortense ATCHOUMI, experte en Santé de Reproduction et Urgences Humanitaires.

A Kaélé dans la région de l'Extrême-Nord, Action Locale pour le Développement Participatif (ALDPA) à travers le PROJET SOLID a pour sa part développé des activités visant à accroître la connaissance des jeunes filles sur l'hygiène menstruelle. Elle a cet effet utilisé des supports tels que les émissions radiophoniques pour l'information, l'éducation et la sensibilisation. Outre l'amélioration des connaissances des jeunes femmes sur l'hygiène menstruelle, l'initiative de l'association avait pour de renforcer le dialogue interpersonnel et intercommunautaire afin de briser les tabous et libérer la parole. Des témoignages sur la réalité de la précarité menstruelle ont ainsi été relevés. Le PROJET SOLID a aussi servi de cadre pour favoriser l'appropriation des bonnes pratiques et la restauration de la dignité de la jeune femme. Des ateliers pratiques sur la fabrication artisanale de serviettes hygiéniques réutilisables ont ainsi été offerts aux participantes ainsi que des séances de formation à l'autonomie dans la gestion de l'hygiène menstruelle. Les participantes ont également reçu des kits hygiéniques offerts par l'association.

Les Jeux FENASCO 2025 qui se déroulaient à Abong-Mbang (région de l'Est) à la période de la célébration de la Journée ont servi de support à

l'UNICEF et ses partenaires pour la déclinaison d'activités de sensibilisation et d'expression à travers un mouvement de liberté, de confiance et d'empowerment baptisé « Girl's Movement ». Un mouvement fédérateur où les jeunes filles venues des dix régions du Cameroun ont été invitées pour s'informer et s'exprimer sur la santé menstruelle. Car pour le « Girl's Movement », « une fille informée est une fille libre ».

De concert avec ses ambassadrices, l'UNICEF a également développé des thématiques essentielles portant sur la connaissance du corps féminin, la gestion du cycle menstruel, la lutte contre les préjugés et la promotion d'un environnement scolaire inclusif et respectueux. Ce qui a suscité la libération de la parole des filles dans une ambiance détendue et sécurisante où la honte et le silence ont laissé place à la fierté et à la connaissance.

De cette appropriation des connaissances et bonnes pratiques de l'hygiène menstruelle, ainsi que de la libération de la parole féminine ressortent des témoignages poignants à l'instar de celui de la jeune Gladys, 15 ans vivant à Dimako (Région de l'Est) qui sur les antennes de la chaîne de télévision CRTV a révélé que pour préserver son hygiène menstruelle, elle dépense en moyenne 7.000 frs en frais de transport (soit 6 fois le prix du produit) pour s'acheter un paquet de serviette hygiénique.

Des initiatives telles celles entreprises lors de la



Journée mondiale de l'hygiène menstruelle sont des réponses à un problème de société bien réel dont la femme reste la principale victime. La précarité menstruelle met en exergue le chemin encore à parcourir pour offrir à la femme et la jeune fille une vie saine et un épanouissement total. Une hygiène menstruelle saine fait partie intégrante des droits fondamentaux des filles et des femmes. C'est un point essentiel de l'égalité entre les femmes et les hommes compte tenu de la stigmatisation et des relents sexistes qui transparaissent à travers le phénomène des menstrues.

Plus qu'une simple journée commémorative, la journée mondiale de l'hygiène menstruelle constitue un tremplin pour garantir l'accès à l'information, aux produits d'hygiène et aux infrastructures sanitaires nécessaires pour une gestion menstruelle digne et une affirmation de soi chez la femme. C'est surtout un levier de plus pour briser les tabous sur les menstrues. Un plaidoyer a d'ailleurs été lancé par ASFAC pour une implication plus accrue des hommes et une réduction significative du coût des serviettes hygiéniques.





ACTION DE PLAIDOYER ET DE LOBBYING

Comment élaborer et mettre en œuvre une action de Plaidoyer et de Lobbying (partie 1/2)

Le plaidoyer et le lobbying sont deux stratégies essentielles de l'influence. Elle vise à agir directement ou indirectement sur les politiques et in fine sur les décisions qui doivent être prise pour un intérêt général ou spécifique. Ainsi, bien qu'ils partagent l'objectif d'obtenir un changement, ils diffèrent par leur portée, leurs cibles et la nature des intérêts défendus. Les comprendre permet de choisir l'approche adaptée, les bonnes tactiques pour parvenir efficacement à ses fins.

Dans cette première partie de notre fiche pratique, nous avons résumé dans un tableau comparatif l'essentiel des deux notions (définition, objectif, portée, cibles, nature, tactiques, acteurs...)

Par : Emile Evodo Mvoa | Responsable Communication Institutionnelle IAC



Plaidoyer vs. Lobbying

Caractéristique	Plaidoyer	Lobbying
Définition	Stratégie d'influence visant à agir sur les décideurs et l'opinion publique afin de faire évoluer une politique, une loi ou une pratique au profit d'une cause d'intérêt général.	Stratégie d'influence visant à cibler et agir directement sur les décideurs politiques ou administratifs pour défendre des intérêts privés, souvent économiques ou sectoriels.
Objectif Principal	Changement sociétal large : Influencer l'opinion publique, les politiques, les pratiques, les normes sociales et culturelles pour le bien commun ou l'intérêt général. Vise un changement systémique.	Changement politique/législatif précis : Influencer directement des décideurs pour l'adoption, la modification ou le rejet d'une loi, d'une réglementation, ou d'une décision politique spécifique.
Portée	Vaste, étendue pour créer un environnement favorable à une cause. Peut inclure le lobbying comme tactique.	Plus ciblée et spécifique, concentrée sur des points de décision précis.





Caractéristique	Plaidoyer	Lobbying
Cibles	Multiples : Grand public, médias, leaders d'opinion, organisations de la société civile, entreprises, décideurs politiques (directement et indirectement).	Spécifiques : Décideurs (politiques, parlementaires, ministres, hauts fonctionnaires, membres de commissions, Manager, etc.).
Nature de l'Intérêt	Intérêt général/public : Défense de causes sociales, environnementales, droits humains, justice, équité, etc. Souvent porté par des ONG, des associations, des mouvements citoyens.	Intérêt particulier/catégoriel : Défense des intérêts d'une entreprise, d'une industrie, d'un groupe professionnel, d'un syndicat, ou d'un pays.
Exemples d'Acteurs	Très souvent porté par des Organisations Non Gouvernementales (ONG), des associations, des mouvements citoyens, organisations humanitaires, syndicats de travailleurs...	Très souvent porté des cabinets de lobbying, cabinets de conseil en affaires publiques, des groupes de pression économiques, des fédérations professionnelles, des entreprises (multinationales, PME)...
Transparence	Généralement plus transparent : Les actions sont souvent publiques, visent à mobiliser et à sensibiliser. Les organisations plaideuses communiquent ouvertement sur leurs objectifs et leurs méthodes.	Peut-être plus discrète : Les rencontres et les discussions peuvent se dérouler en coulisses. Cependant, la tendance actuelle est à une plus grande transparence via les registres des lobbyistes.
Horizon Temporel	Souvent à moyen ou long terme, visant des changements profonds et durables dans les mentalités et les structures.	Généralement à court ou moyen terme, ciblant des décisions spécifiques dans des délais précis (e.g., vote d'une loi).
Moyens	Repose souvent sur la légitimité morale, l'expertise, la mobilisation populaire, et la pression médiatique.	Repose sur la connaissance des processus décisionnels, les réseaux, l'argumentation technique et économique, et parfois les ressources financières.
Tactiques Prédominantes	• Sensibilisation et éducation (campagnes de communication, médias, réseaux sociaux) ; • Mobilisation citoyenne (pétitions, manifestations, actions de base - grassroots advocacy) ; • Recherche et plaidoyer basé sur des preuves (rapports, études, analyses) ; • Formation et renforcement des capacités ; • Construction de coalitions et d'alliances ; • Contentieux stratégiques...	• Rencontres directes avec les décideurs • Rédaction de notes de position, d'amendements, de mémorandums • Participation à des consultations publiques ou groupes de travail • Témoignages devant des commissions parlementaires • Fourniture d'informations et d'expertises techniques aux décideurs • Financement de campagnes politiques (dans les cadres légaux autorisés)...

Il est essentiel de maîtriser ces nuances, car une action de plaidoyer construit le terrain et crée le climat pour le changement, en sensibilisant et mobilisant. En revanche, le lobbying intervient souvent pour concrétiser ce changement en influençant des décisions précises au niveau des décideurs. La démarche la plus efficace combine souvent les deux approches : utiliser le plaidoyer pour bâtir un soutien large et le lobbying pour cibler les points de levier spécifiques du pouvoir.

Prenons date pour la seconde partie de notre fiche pratique (C4Dmag n°18), qui présentera les 10 étapes clés pour élaborer, mener en une action de Plaidoyer et/ou de Lobbying.





We can lead change...

